



La Fin du Dopage Financier

Saint Servan/Saint Malo, juillet 2010

TRENTE ANS de « BAD TRIP » FINANCIER

John Christensen

Demain, au cours de notre parcours de découverte de Jersey, vous verrez un paradis fiscal qui continue à fonctionner comme si de rien n'était.

Malgré les crises, les banques établies à St-Héliier détiennent des centaines de milliards de fonds provenant d'une évasion fiscale désormais planétaire.

Les cabinets juridiques de Jersey continuent à avoir recours aux mêmes sortes d'instruments de dettes garanties qui ont déclenché l'effondrement récent des marchés financiers.

Les fonds de placement (hedge funds) établis à Jersey continuent eux aussi à spéculer sur les marchés des matières premières, tandis que les

fonds de placement privés (private equity) n'en finissent plus de racheter des sociétés au moyen de dettes garanties massives.

Quant à l'évasion fiscale, vous pouvez encore recourir aux trusts de Jersey.

Bref, Jersey reste la destination favorite des « accros » de la finance et des spéculateurs et escrocs en tout genre.

Au mépris des promesses faites par le G-20 l'année dernière en vue de régler le problème des paradis fiscaux, rien ou presque n'a changé. De nouveaux traités d'échange d'information fiscale ont été signés et la liste noire de l'OCDE s'est vidée de son contenu, sans que cela n'ait vraiment abouti à une quelconque réduction des niveaux délirants d'évasion fiscale, que ce soit en Europe, en Amérique, en Afrique ou ailleurs.

En outre ni le G20, ni l'OCDE ou le FMI n'ont fait quoique ce soit pour s'attaquer aux problèmes de réglementations inadéquates et d'évasion fiscale que posent ces paradis fiscaux au restant de la planète. Tout ceci concourt à une répétition fort probable de la crise de 2007 dans un proche avenir !

L'échec flagrant du récent sommet du G20 de Toronto à reconnaître sa propre fragilité est d'autant plus remarquable : tandis que les politiciens se « shootaient » aux programmes d'austérité, les investisseurs se « défonçaient » en vendant obligations et titres « en vois-tu, en voila ! » et en achetant de l'or. Les prix de ce dernier ont atteint de nouveaux records, l'once doublant en trois ans depuis le début de la crise.

Trente ans de ce que les néo-libéraux ont appelé le « capitalisme turbo » menacent désormais de se transformer en « la totale », the ultimate

bad trip: la dette excessive qui fait courir de graves dangers à la fois à l'Euro et au Dollar.

Les banques restent très fortement dépendantes du soutien du secteur public, qui d'un cote ne peut continuer « ad vitam æternam » et qui d'un autre côté offre une arme supplémentaire aux banques pour rationner leurs prêts lorsque ce soutien sera retiré.

Les plans d'austérité fiscale ralentissent la demande et vont probablement faire basculer le monde dans une longue période de dépression. Comme les exportations vont diminuer, même les grands pays exportateurs comme l'Allemagne, l'Inde, le Brésil et la Chine vont en subir les conséquences. Qui sait ce qui va vraiment se produire, mais il est certain que cette frénésie du marché de l'or confirme à quel point les investisseurs ont perdu confiance.

Les « crack-labs » de l'innovation financière

Il y a 2 semaines de cela, un groupe interparlementaire de Députés Européens lançait un appel à la société civile pour qu'elle soutienne leurs tentatives de réformes de l'industrie bancaire et des fonds de placement (hedge funds). Cet appel leur a semblé indispensable parce que ces industries refusent ces mesures réformistes et s'activent furieusement dans les coulisses du pouvoir pour d'avantage de déréglementation et de subventions fiscales.

Nos hommes et femmes politiques paraissent incapables de résister à ces pressions sans le soutien d'organisations non gouvernementales dont les actions seraient similaires à celles d'Amnesty International dans le

cadre des droits de l'homme ou de Greenpeace dans celui de l'environnement. Sans une alliance globale pour combattre le puissant lobby des banquiers, toute tentative de réforme est vouée à l'échec.

Les banquiers sont entièrement responsables de la crise actuelle, mais ils sont bien loin d'accepter le blâme pour leurs imprudences. Ils continuent à s'arroger des salaires hors du commun et d'énormes bonus tout en ayant résisté à tous les efforts soit de renforcement de la réglementation en matière d'activités bancaires ou soit de les imposer plus afin de compenser les contribuables de leurs pertes.

Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, les gouvernements n'ont pas l'audace de les confronter. Leurs tentatives de freiner les activités des banques se heurte à un lobby puissant, voire carrément à des menaces. Parmi elles, la plus convaincante est d'insinuer un transfert des activités vers un centre offshore comme Jersey ou le Luxembourg ou les banques pourront continuer à engranger des bénéfices extravagants, tout en semant le chaos dans le monde entier, et en ne payant aucun impôt sur le revenu ou les bénéfices.

Les centres offshore sont devenus un acteur dominant de l'économie politique mondiale. Ils sont les « crack labs », les laboratoires infernaux de l'innovation financière ou les banquiers et leurs potes junkies de la finance concoctent des mélanges avec des composants nouveaux et encore plus extrêmes pour en obtenir davantage de bénéfices en évitant l'imposition et les règles juridiques.

De nouveaux instruments sont ainsi créés, dans des laboratoires comme Jersey, et dont la seule raison d'être est de ronger les lois et les

systemes fiscaux d'autres pays. Tout ceci explique pourquoi nous affirmons que la lutte contre les paradis fiscaux est l'enjeu le plus important du 21eme (vingt-et-unième) siècle.

Ces 50 dernières années ont vu l'émergence d'une économie fantôme qui fonctionne parallèlement à l'économie normale. Les recherches effectuées par l'administration américaine et le Tax Justice Network révèlent qu'environ 75% des grandes entreprises américaines ont recours aux paradis fiscaux et que presque toutes les grandes entreprises européennes font de même.

Mais regardons de plus près les conclusions de toutes les enquêtes nationales publiées à ce jour: ce sont les banques qui en général figurent toujours en tête de la liste des utilisateurs de territoires offshore. Les banques ont en effet furtivement créé et développé un système bancaire fantôme de structures étroitement liées entre elles qui opèrent depuis différents paradis fiscaux. Elles n'hésitent pas à recourir souvent à l'utilisation de SIV (véhicules d'investissement structures) et de SPVs (véhicules à but spécifique) pour la détention d'actifs et de dettes en dehors de leurs bilans.

Les banques utilisent les paradis fiscaux parce qu'ils permettent la création de montages opaques et complexes dont le seul but est l'évasion fiscale et le contournement de la réglementation.

Tout ceci explique la raison pour laquelle les paradis fiscaux ont largement contribué à la crise actuelle. La tendance des banquiers à structurer des instruments financiers complexes au travers des paradis

fiscaux représente en gros leur réponse au traitement fiscal favorable des plus-values et aux transferts de bénéfices dans des pays à faible imposition.

De même, tout régime fiscal favorable a encouragé l'utilisation de valorisation des dettes et autres mécanismes (par ex, en réduisant le coût du financement du marché « sub-prime »). L'opacité et la complexité inhérentes aux CDOs (obligations de dettes **en nantissement?**) ont largement contribué à l'échec de l'identification des risques potentiels qu'elles posaient, alors que ce sont ces risques qui ont précipité l'économie mondiale dans la crise actuelle.

Derrière le terme d'innovation financière, souvent repris par les journalistes, on ne trouve que divers moyens d'évasion fiscale. La nécessité de masquer cette évasion derrière des structures complexes a empêché les régulateurs, les commissaires aux comptes, les analystes des agences d'évaluation de solvabilité, les journalistes spécialisés et bien d'autres d'analyser le risque sur le marché financier.

Les possibilités de recours aux paradis fiscaux à des fins d'évasion et de fraude fiscales ont joué un rôle déterminant dans l'évolution des marchés financiers mondiaux. Anxieux de protéger les intérêts des professionnels de Londres ou de New York, et afin d'attirer les fonds nécessaires pour équilibrer leurs déficits publics chroniques, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont accordé des concessions fiscales qui faussent ces marchés.

Les distorsions ainsi causées s'illustrent parfaitement dans la croissance des fonds de couverture (**hedge funds**). Les autorités fiscales ont été bien trop indulgentes dans leur approche, permettant à ces fonds d'opérer depuis Londres ou New York, mais en les traitant d'un point de vue fiscal

comme s'ils étaient résidents dans les îles Anglo-normandes ou Cayman, rendant ainsi leurs profits ou leurs plus-values non imposables.

De plus, leurs distributions ne sont sujettes à aucune retenue et leur résidence dans des juridictions secrètes a fourni aux investisseurs le moyen idéal pour éviter d'être imposé.

Les réglementations favorables et les possibilités d'évasion fiscale ont aussi encouragé les investisseurs à accumuler du capital dans les paradis fiscaux.

La liquidité excessive qui en découle s'empresse de gonfler les fonds de couverture (**hedge funds**), autres marches dérivés et **private equity funds**. Tous ces fonds sont largement engagés dans des transactions financières spéculatives plutôt que dans des activités économiques réelles. Il est primordial que ces distorsions soient éradiquées et que des systèmes internationaux soient mis en place afin d'empêcher les pays- comme le Royaume Uni et ses paradis fiscaux satellites dans les îles de la Manche ou les Caraïbes – de poursuivre un avantage concurrentiel par le biais d'impôts « **beggar-my-neighbour** » et de concessions au niveau des réglementations en vigueur.

L'éradication de ces distorsions fiscales augmentera l'activité économique de production proprement dite en transférant ces ressources au profit de la production efficace de biens et de services. Elle augmentera ensuite le flot d'informations essentiel à la lutte contre la domination des marchés par des sociétés détentrices de monopole qui ne cherchent qu'à se remplir les poches. Tout cela démontre parfaitement la raison pour

laquelle la lutte contre les paradis fiscaux va bien au delà des clivages politiques traditionnels- droite / gauche.

Mondialisation et ces perversités

Après des années pendant lesquelles nous avons placé notre confiance dans la capacité des marchés financiers à établir leurs règles de fonctionnement, puis à s'autoréguler dans le contexte de règles qui favorisaient les seuls intérêts des élites fortunées, le temps est venu d'exiger une architecture financière qui repose sur la coopération internationale, la responsabilité démocratique et la transparence opérationnelle.

Comme point de départ nous devons restaurer la capacité des gouvernements élus d'imposer le capital et d'imposer sur une base progressive. La capacité des banques multinationales et autres grandes sociétés à exploiter les régimes fiscaux par le biais de juridictions offshore leur fournit des possibilités quasi illimitées d'arbitrage fiscal international. Au même moment, le G20 donne l'impression, quoique faible, de vouloir agir contre l'évasion fiscale, mais il n'a prêté aucune attention au problème bien plus important concernant la façon dont les banques créent des montages et véhicules complexes à des fins d'évasion fiscale.

Le FMI vient de reconnaître que les tendances fiscales ont encouragé le refinancement excessif des dettes ainsi que les autres distorsions qui sont à l'origine de la crise actuelle. Le FMI partage notre analyse selon laquelle ces distorsions ont eu des conséquences désastreuses au niveau

macroéconomique, accordant trop d'importance à la dette plutôt qu'au financement des actifs, et en subventionnant les emprunts.

L'année dernière, le G20 s'est publiquement engagé à lutter contre les paradis fiscaux et a demandé à l'OCDE de prendre des mesures dans ce sens. Jusqu'à ce jour, les mesures qui ont été proposées sont totalement inadéquates. Nous devons renforcer notre compréhension de la manière dont les paradis fiscaux façonnent l'économie mondiale. Afin de forcer les politiciens, en particulier les dirigeants du G20 à commencer à prendre ces problèmes plus au sérieux, il est nécessaire que nous organisions une campagne au plan mondial, à une échelle jamais vue auparavant.

En 2011 le TJN lancera une campagne globale dont le but est d'informer davantage le public quant aux menaces que posent les paradis fiscaux. En collaboration avec nos collègues ici en France, à travers l'Europe, en Amérique, en Afrique et en Asie, nous expliquerons pourquoi les paradis fiscaux incarnent désormais le plus grand des dangers pour la société et la démocratie.

En fait, nous envisageons de faire campagne dans le monde entier contre les paradis fiscaux sur une période de cinq ans. Nous savons qu'ils bénéficient de soutiens puissants, mais nous aussi ! Cependant rien ne changera jusqu'à ce que les politiciens du G20 ne parviennent plus à résister à la pression de l'opinion publique.

L'année prochaine, le Président Nicolas Sarkozy assume la présidence du G20. Nous venons de rencontrer ses conseillers à l'Élysée ainsi que ceux de Christine Lagarde à Bercy. Accepteront-ils de prendre en compte nos propositions ? Qui sait ! Mais nous savons que sans la pression

de l'opinion publique, rien ne changera et n'empêchera les junkies financiers opérant à St Hélier et dans d'autres paradis fiscaux de mettre en danger les emplois, les économies et les retraites des gens comme vous et moi dans le monde entier.

Il y a un besoin urgent de confronter les paradis fiscaux parce qu'ils sont la genèse au cœur de la crise financière : en transférant la charge fiscale du capital au travail et aux consommateurs, en causant de gigantesques distorsions macroéconomiques et en changeant profondément l'équilibre des pouvoirs au sein de nos sociétés. Mais aussi en réduisant la création d'emplois, en encourageant la spéculation et en facilitant la corruption.

Le monde de la finance devient un univers encore plus risqué et dangereux qui menace la stabilité économique et sociale de la plupart des pays.

Il ne nous est plus permis de rester impassible et d'attendre le bon vouloir du G20. Il est temps de descendre dans la rue et d'agir, et je me réjouis de me joindre demain à l'Alter-Tour à l'occasion de son « good trip » à Jersey.